



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
rue de l'Ile de Corse
54000 Nancy

Nancy, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT)

La Haie Sorette
BP 16
54450 Domjevin

Références : 2025_1254
Code AIOT : 0006200160

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT) implanté La Haie Sorette BP 16 54450 Domjevin. L'inspection a été annoncée le 25/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite des installations intervient dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et fait suite aux travaux d'extension autorisés par l'arrêté préfectoral du 11/07/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT)
- La Haie Sorette BP 16 54450 Domjevin
- Code AIOT : 0006200160

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC EST exploite un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de DOMJEVIN.

Ce site relève du champ de la directive européenne sur les émissions polluantes (directive 'IED'). Il n'est pas classé SEVESO.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rubriques de classement	Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 7.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Incendie	Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article 4	Sans objet
5	Centre de transit de déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 8.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis d'identifier en particulier que le tableau de suivi des déchets par mentions de danger de référence (H***) est inadapté et ne permet pas de s'assurer que le site n'est pas classé SEVESO. Les mentions de danger de référence (H***) de chaque type de déchets sont à revoir pour démontrer que le site ne passe pas de seuil SEVESO.

Sur les autres points (eaux, incendie), des précisions sont à fournir à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques de classement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique
Prescription contrôlée : Le tableau recensant les rubriques de classement des installations figurant à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2014-0255 du 16 juin 2014 est remplacé comme suit :
Constats : Au titre des rubriques 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) et 2718-1 (transit de déchets dangereux), le site est autorisé pour, respectivement 1282 t et 1266.2 t (dont 256.2 t de déchets conditionnés). Lors de la visite, l'extraction des stocks indique 881 tonnes de déchets dangereux présents sur le site dont 128 tonnes de déchets conditionnés. Concernant le classement SEVESO du site, celui ci n'est pas classé. Lors de l'inspection, il a été demandé les moyens de suivi pour garantir que le seuil par dépassement direct ou règle du cumul n'était pas dépassé. Or, la consultation du tableau tenu à cet effet par l'exploitant met en évidence la présence sur site de : <ul style="list-style-type: none">• 224 t de déchets dont la mention de danger de référence est H410• 754 t de déchets classés dont la mention de danger de référence est H411. Ces quantités classeraient le site SEVESO Seuil Haut par dépassement direct. L'exploitant a toutefois précisé que le classement des déchets dans le tableau n'est pas précis, les phrases de risque étant surestimées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le suivi du classement SEVESO est essentiel pour un tel site et le suivi présenté n'en est pas à la hauteur. Il est demandé que l'exploitant modifie très rapidement son tableau de suivi pour qu'il soit conforme à la situation réelle s'agissant des mentions de danger de référence des déchets, et démontre à tout moment que le site n'est pas classé SEVESO. Ce nouveau tableau est à transmettre à l'inspection, accompagné des éléments d'appréciation justifiant les mentions de danger de référence retenues pour les déchets. Un calcul du positionnement SEVESO par dépassement direct et par règle du cumul est à joindre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant dispose à minima de : • une réserve d'eau d'un volume minimal de 480 m³, dédiée à la défense externe mobilisable par les services de secours et d'incendie ainsi qu'à l'alimentation du système d'extinction automatique du bâtiment A, • un poteau d'incendie d'un débit de 30 m³/h, • 3 RIA implantés dans le bâtiment B, des RIA disposés de part et d'autre de la dalle dédiée au stockage des déchets non dangereux ainsi qu'au sein du bâtiment D, • 2 cuves, de 280 m³ chacune, permettant l'alimentation du réseau de sprinklage du site et l'augmentation de la capacité d'extinction des bâtiments B et C par les moyens internes, • des extincteurs portatifs adaptés aux risques, non gélifs et maintenus en bon état de fonctionnement, disposés en nombre suffisant dans les différents bâtiments, dans la zone de déchargement/chargement et le laboratoire, • les cuvettes des cuves de solvants, l'aire de déchargement/chargement avec quai, les cellules « DTQD » (stockage et dépotage) sont équipés d'un ou plusieurs déversoirs intérieurs à mousse à poste fixe résistants aux explosions et à déclenchement double (automatique couplé à la détection incendie et manuel à distance). La réserve de mousse d'au moins 1600 litres est renouvelée périodiquement (péremption des produits) et stockée dans un local hors gel non susceptible d'être touché par une éventuelle explosion. L'alimentation des déversoirs à mousse (mousse-eau-air) doit être assurée en permanence , y compris en période de gel. L'exploitant dispose également d'un stock d'absorbants destinés à être répandus sur les éventuels produits renversés. Un local, relié à la cuve existante de 60 m³ alimentant les RIA du site, dédié à la gestion du risque incendie et du système d'extinction automatique est aménagé en façade Sud du bâtiment B comprenant : • une armoire de répartition, • des postes RIA, • des postes dédiés au déluge, • un groupe motopompe au diesel.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite a permis d'identifier, par sondage, la présence des équipements prescrits.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes : Les eaux pluviales récupérées dans les rétentions des cuves sont acheminées vers un bassin de 40 m³, dit bassin tampon amont isolé par une vanne en position normale fermée et à ouverture manuelle conditionnée au contrôle fixé à l'article 9.2.2.1 afin de garantir une rétention des eaux en cas de pollution. Ces eaux rejoignent au niveau du débourbeur/déshuileur les eaux pluviales de ruissellement de voirie des bassins versants Nord et Sud et des toitures des bâtiments A et D. Les eaux pluviales de ruissellement des voiries du bassin versant Nord sont dirigées directement vers le débourbeur/déshuileur. Les eaux pluviales de ruissellement sur les voiries du bassin versant Sud sont collectées et régulées au sein d'un bassin enterré de 205 m³ aménagé au Sud-est du site. Elles sont ensuite rejetées à un débit régulé à 5 l/s vers le débourbeur/déshuileur. L'ensemble est ensuite acheminé au bassin tampon aval orage de 570 m³, permettant de garantir une rétention des eaux en cas de pollution et de retenir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie et les eaux d'un orage décennal. Ce bassin est isolé par des vannes en position normale fermées et à ouverture manuelle conditionnée par un contrôle préalable de pollution prévu à l'article 9.2.2.1. De ce bassin, les eaux sont ensuite reprises</p>

par pompage, puis de nouveau traitées par un débourbeur -déshuileur, et dirigées vers le bassin de réserve d'eau d'incendie du site de 480 m3. Par surverse naturelle, le trop plein rejoint le milieu naturel. Les éventuelles égouttures issues de la zone de chargement et déchargement des camions, les eaux de lavage des emballages vides et les eaux de lavage extérieur des camions sont récupérées dans les cuves eaux souillées et éliminées en tant que déchets. Les eaux sanitaires sont traitées et évacuées dans un système d'assainissement autonome conformément à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 avant rejet dans le fossé busé longeant le RD 19. Les eaux de toiture du bâtiment B sont récupérées pour être utilisées dans l'installation de nettoyage des emballages vides, le surplus est évacué dans le fossé longeant le site. »

Constats :

Les dispositifs de gestion des eaux pluviales sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

L'exploitant a précisé que la gestion des eaux pluviales/incendie était complexe (2 déshuileurs, un bassin enterré, un second bassin...). L'inspection a précisé à l'exploitant qu'il lui appartient de solliciter une modification dès lors que les objectifs de rétention des eaux d'extinction d'un incendie et d'une pluie décennale sont atteints.

Le débit régulé à 5l/s n'a pas fait l'objet de vérification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un contrôle du débit régulé est à transmettre à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 7.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, définition générale des moyens

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie peut faire l'objet d'un plan Établissements Répertoriés. A ce titre l'exploitant transmet, à la demande du Service Départemental d'Incendie et de Secours, tous les documents nécessaires à l'établissement de ce plan. Un plan d'intervention est établi en concertation avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours. Un exercice est effectué régulièrement à la demande de l'exploitant ou des pompiers

Constats :

La mise en production du bâtiment B a été effectuée fin septembre. A la date de la visite, les plans pour le SDIS, la mise à jour du document ETARE et l'exercice n'ont pas été effectués mais une demande au SDIS a été transmise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection :
<ul style="list-style-type: none"> • Le plan d'intervention mis à jour • La date d'un exercice avec le SDIS le cas échéant
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Centre de transit de déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets interdits sur le site
Prescription contrôlée : Les déchets interdits sur le centre sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> - les produits radioactifs, - les produits explosifs, - les déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI), - les déchets pulvérulents non correctement conditionnés en vue de prévenir leur dispersion, - les déchets dont la contamination au PC est supérieure à 50 ppm, - tout déchet non explicitement cité dans l'annexe I.
Constats : Lors de la visite, il n'a pas été mis en évidence ces déchets non autorisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 4.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas lié à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - réseau public (Domjevin) : 1 200 m³ maximal annuel pour un débit maximal de 1,9 m³/h Les quantités d'eau prélevées seront comptabilisées et reportées dans un registre tenu à la disposition des installations classées.
Constats : Les volumes d'eau prélevée sur le réseau public ont été en constante augmentation les précédentes années. (528 m ³ /an en 2021 contre 1 226 m ³ /an en 2022 et 2 469 m ³ /an en 2023 et 3184 m ³ en 2024) Pour 2025, l'exploitant indique un débit de prélèvement d'au plus 150 m ³ /mois (soit 1800 m ³ /an) avec deux mois, avril et mai, élevé (512 et 238 m ³) en raison du remplissage des réserves d'eau incendie.

Même si le volume a été réduit entre 2024 et 2025, il dépasse la valeur maximale autorisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier les volumes prélevés, mettre toute mesure en œuvre pour respecter le débit de 1200 m³/an. A défaut, sur dossier motivé, une demande de modification du débit prélevé sera à transmettre au Préfet.

Dans tous les cas, l'exploitant transmet l'accord du Service Public de production d'eau sur les niveaux de prélèvement réellement effectué par Chimirec.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois